

URUGUAY ROUND : Réunion informelle de hauts fonctionnaires à Chaumont/Neuchâtel les 8 et 9 février 1990.

A l'exception de l'Argentine et de l'Inde, tous les pays invités (Australie, Canada, CE, Japon, Corée, Mexique, Maroc, Suède, Thaïlande, Etats-Unis, Uruguay), ont été représentés à Chaumont par leurs hauts fonctionnaires et leurs représentants permanents au GATT. Cela confirme et consolide la position particulière de la Suisse dans cette négociation, qui par ce type d'initiative, contribue substantiellement au progrès de la négociation mais aussi renforce sa propre position dans une négociation marquée par la tendance des grands partenaires de restreindre la négociation de substance à un nombre limité de participants. La Réunion a été présidée par le soussigné. La Délégation suisse était notamment composée de l'Ambassadeur Rossier, du Ministre Ramsauer et de M. Imboden.

La Réunion a été essentiellement consacrée à deux sujets principaux:

- a) comment organiser de manière efficace les quelques mois de travail encore à disposition afin d'aboutir à des engagements contractuels des Ministres au début décembre, à Bruxelles (time management de la négociation);
- b) identifier les points de difficultés majeures (road blocks) dans les différents domaines de négociation, comment les résoudre ?

1. "Time Management" de la négociation

Cette question a été discutée lors du dîner du 8 février auquel a participé activement le Directeur général Dunkel, assisté de ses deux directeurs généraux adjoints Mathur et Carlisle.

Le Directeur général Dunkel a fait état d'entrée de cause de ses sérieuses préoccupations quant au déroulement des travaux

de l'Uruguay Round : sans doute beaucoup de travail a-t-il été réalisé jusqu'ici, mais à son avis les responsables politiques et diplomatiques au niveau national n'ont pas encore pleinement réalisé l'ampleur et la complexité de cette négociation, comparable à nulle autre. Trois obstacles devront être franchis si l'on veut aboutir à un succès :

- transcrire les déclarations politiques nationales (généralement de bonne volonté et d'ouverture) en positions de négociation "techniques" précises;
- transcrire ensuite les accords ("understandings") réalisés dans la substance en engagements contractuels juridiquement précis;
- enfin, maîtriser ce processus dans le cadre du bref temps encore à disposition.

Le "Time Management" devient donc essentiel alors que la "contagion négociatoire" que l'on pouvait espérer du déblocage intervenu dans les droits de douane ne s'est pas produite jusqu'ici.

Or, plus que jamais, conclut le Directeur général, l'Uruguay Round est condamné au succès, mais à un succès réel, et non apparent: les espoirs soulevés par les milieux d'affaires mais aussi ceux que placent les pays de l'Est et les PVD dans le GATT de demain sont trop énormes pour pouvoir être déçus. Le Directeur général Dunkel a lancé un appel aux hauts fonctionnaires pour qu'ils fassent en sorte que les difficultés immédiates ne les empêchent pas d'accomplir leur vraie tâche au cours de ce Round : mettre en place le système commercial mondial du siècle prochain.

Dans la discussion qui a suivi, les points suivants se sont dégagés :

- 1) clairement le message de "sense of urgency" a passé du Directeur général aux hauts fonctionnaires. Le sentiment de

sérieuse préoccupation au sujet du rythme d'avancement des travaux du Round était partagé avant tout par les petits pays (Suisse notamment) mais surtout par les pays en développement, inquiets de se voir confrontés à des situations de faits accomplis à la fin du Round.

2) Le calendrier de travail arrêté par le TNC n'est remis en cause par personne, et devra être tenu au plus près, à savoir:

- d'ici au prochain TNC d'avril (9-11.4.90): phase d'identification et de rapprochement des positions sur tous les points de substance de la négociation;

- d'avril à fin juillet (TNC 23-29.4.) : négociations et accords sur tous les points de substance

- d'août à novembre: mise en forme juridique des accords de substance conclus en juillet et finalisation des négociations sur les points encore ouverts

- TNC ministériel final : 5-7 décembre 1990 Bruxelles.

3) "L'élément temps" devient un aspect essentiel de la négociation: celle-ci doit donc s'engager sans délai, les délégations doivent commencer à pratiquer dans tous les groupes de négociation à une sorte d'approche "request/offer" afin de faire cesser la méfiance et le "holding back" des positions nationales.

4) Le leadership de la négociation doit être accru, et cette pression ne peut provenir que des gouvernements. C'est à eux de créer la "contagion de la négociation" d'un groupe à l'autre, qui fait aujourd'hui défaut.

5) Le développement de la négociation à l'intérieur de multiples groupes informels de composition variable et plus

ou moins restreinte ne pourra pas être évitée, mais il incombera aux principaux participants à ces groupes - et notamment aux grands qui participent à tous les groupes - d'assurer la transparence indispensable à de véritables négociations multilatérales, elles-mêmes nécessaires pour la "vente interne" des résultats notamment dans les domaines sensibles (agriculture, pour la Suisse, par exemple).

- 6) L'objectif d'intégration pour les pays en développement dans le système commercial demeure un des objectifs fondamentaux du Round. La "development dimension" des problèmes devra être activement intégré à la négociation. Le Directeur général prône par exemple un même degré d'obligation pour tous les participants à la négociation, mais des délais différenciés pour la mise en oeuvre des obligations en fonction des problèmes spécifiques de chaque pays.
- 7) Le Directeur général Dunkel, en sa qualité de Président du TNC, au niveau des fonctionnaires, intensifiera ses contacts avec les présidents des groupes de négociation. En tout état de cause, le dispositif et les procédures devront être réexaminés après le TNC du début avril en vue d'assurer par exemple une présence plus suivie des présidents des Groupes de négociation à Genève, des sessions plus fréquentes et plus longues, etc. Mais toutes ces dispositions ne peuvent avoir de sens si les gouvernements acceptent d'avancer sur la substance. M. Dunkel impliquera encore plus les ambassadeurs à Genève afin d'obtenir par leur intermédiaire l'évacuation de certains obstacles qui pèsent indûment sur le processus alors qu'ils relèvent souvent de l'entêtement d'experts.

2. La substance de la négociation

Die Diskussion am zweiten Tag war den einzelnen Verhandlungsdossiers gewidmet. Besonders erfreulich waren die aktive Teilnahme und die offene Haltung der meisten Entwicklungsländer (v.a. Thailand, Mexiko, Marokko). Indien hingegen nahm eine durchwegs negative Position ein und verfiel wieder ganz der traditionellen Entwicklungsrhetorik. Es zeigte sich ferner, dass die beiden Grossen - USA und EG - in mehreren wichtigen Verhandlungsbereichen ähnliche Grundpositionen einnehmen. Die Zeiten scheinen vorbei zu sein, da sich die Vertreter der USA und der EG in derartigen Meetings vor allem gegenseitig aufs Korn nahmen. Japan ist der ausgeschlossene Dritte in diesem Spiel und weiss nicht recht, ob es sich weiterhin der Grossmachtpolitik der beiden Grossen unterziehen soll oder selbst als Grossmacht auftreten will.

Die Substanzdiskussion gliederte sich in die üblichen fünf Bereiche: Marktzugang, Landwirtschaft, Regeln, neue Bereiche, institutionelle Fragen.

2.1 Marktzugang ("market access")

Die "access"-Diskussion konzentrierte sich auf die Probleme Zölle und Textilien, wobei es bei letzteren zu einem recht hitzigen Gespräch kam:

- a) Zölle: Nachdem Mitte Januar die Tarifverhandlungen mittels eines rein prozeduralen Beschlusses, der die Einreichung von Offertvorschlägen bis zum 15. März vorsieht, deblockiert worden waren, fand in Chaumont ein vollständiger "tour de table" über die Absichten der anwesenden Verhandlungsteilnehmer statt.

- USA: werden einen Vorschlag mit drei Kapiteln einreichen; das erste wird die Landwirtschaft abdecken; das zweite diejenigen Sektoren, in denen die Zölle bis auf Null reduziert werden könnten; das letzte Kapitel schliesslich wird diejenigen Bereiche enthalten, in welchen sich der Abbau am Zollverhandlungsmandat des Kongresses orientieren wird. Die USA wollen nun in bilaterale Verhandlungen einsteigen.
- EG: wird ihre eigene Formel vorschlagen ("our formula is our offer and our request"); diese wird die Landwirtschaft ausschliessen, jedoch keine Ausnahmen bei den Industriezöllen machen.
- Japan: in Tokyo habe das Fehlen einer einheitlichen Methode Verwirrung ausgelöst. Japan hofft, dass sich schliesslich die grösstmögliche Anzahl von Ländern dazu entschliessen wird, ihre Offerten nach einer einzigen Formel einzureichen.
- Kanada: wird seine eigene Formel verwenden, jedoch sowohl bei Landwirtschaft und bei den Industriezöllen vorerst gewisse Ausnahmen machen.
- Australien: wird einen Formelabbau offerieren, wobei auf Textilien, Schuhen und Automobilen lediglich die Konsolidierung der nationalen Liberalisierungsprogramme angeboten wird. Zusätzlich ist die graduelle Eliminierung quantitativer Importbeschränkungen vorgesehen. Von den andern Ländern wird Australien nicht nur Zoll- und nichttarifrische Konzessionen, sondern auch den Abbau von Subventionen fordern.
- Korea: weiss angesichts fehlender Methode noch nicht, auf welcher Grundlage seine Offerte erfolgen wird.
- Mexiko: ist ebenfalls enttäuscht, dass keine einheitliche Formel gefunden werden konnte, wird aber seine Offerte aufgrund einer Formel mit wenigen Ausnahmen machen.
- Argentinien, Thailand, Uruguay, Marokko: sind ebenfalls daran, eine Offerte vorzubereiten.

- Indien: wird eine Offerte vorlegen, bleibt aber stark auf Zolleinnahmen angewiesen.
- Schweden wird eine Formelofferte machen, welche die Landwirtschaft ausschliesst.
- Die Schweiz äusserte ihr Enttäuschung über das Fehlen einer einheitlichen Methode. Sie wird ihr Angebot aufgrund einer Formel machen, welche tropische Produkte berücksichtigt, Landwirtschaftsprodukte hingegen ausschliesst. Dies schliesst Agrarkonzessionen im Rahmen der Landwirtschaftsgruppe jedoch nicht aus. Die Schweiz wird Evaluationskriterien für die Offerten anderer Länder aufstellen, d.h. ihr Angebot ist bedingt. Wichtig sind multilaterale Transparenz und Ueberwachung der bilateralen Verhandlungen.

Die Diskussion über Zölle hat somit gezeigt, dass eine grosse Zahl von Ländern ihre Offerten aufgrund einer Formel erstellen werden und dass die Chance einer echten Beteiligung der Entwicklungsländer besteht.

b) Nicht-tarifarisches Massnahmen / tropische Produkte / natürliche Ressourcen

Die kurze Diskussion ergab, dass die Entwicklungsländer (Uruguay, Thailand) gerne dieselben Prozeduren wie in der Zollgruppe sähen, d.h. dass ein Datum für die Vorlage von Offerten gesetzt würde. Seitens der Industrieländer (Kanada, USA, Schweiz) wurde betont, dass die Verhandlungen im nicht-tarifarischen Bereich aufgrund von "Requests", nicht von "Offers", stattfinden müssten. Thailand meldete für ASEAN das prioritäre Interesse an Konzessionen auf tropischen Produkten an. Die EG wird weitere Liberalisierung von tropischen Produkten von Konzessionen der Exportländer abhängig machen. Japan ist in grosser Verlegenheit, weil es seine ganze Konzessionsmarge bereits für die "mid-term review" ausgeschöpft hat.

c) Textilien

Die Fronten prallten recht hart aufeinander: Die Importeure behaupteten, mit ihren Vorschlägen habe ein echter Fortschritt stattgefunden, die Exporteure aus der Dritten Welt meldeten klar ihre Forderungen nach einer echten Liberalisierung des Textilhandels an. Die EG warnte davor, die Importeure jetzt auf eine einheitliche Liberalisierungsmethode verpflichten zu wollen, da dies die schwierige interne Diskussion mit der Textillobby blockieren würde. Zudem gab die EG klar zu erkennen, dass ohne reziproke Textil-liberalisierung in den Exportländern keine Marktöffnung im Norden stattfinden könne. Darin wurde die EG von den USA unterstützt. Indien lehnte solche Reziprozität kategorisch ab, Kriterium für Liberalisierung müsse allein die GATT-Legitimation der Importrestriktionen sein. Die USA trugen ihren jüngsten Vorschlag einer Globalquote oder eines Global-Zollkontingents für die Textilimporte in die USA vor, welcher den derzeitigen unvorhersehbaren und ausdehnbaren Protektionismus unter dem Multifaserabkommen (MFA) durch ein vorhersehbares und graduell zu lockerndes Schutzniveau ersetzen würde. Die schweizerische Frage, ob damit auch bisher freie Textilimporte in die USA einem Global-Kontingent unterstellt würden, wurde klar bejaht. Japan sieht ebenfalls Bewegung in der Textilfrage. Es warnte, dass alle Importländer liberalisieren müssten, da sonst die japanische Regierung dem Ruf der eigenen Industrie nach Schutzmassnahmen nicht werde widerstehen können. Kanada, welches ebenfalls eine Globalquote vorgeschlagen hat, womit sämtliche Textilimporte (in- und ausserhalb des MFA) erfasst würden, verlangt einen Schutzklauselmechanismus, welcher nicht "injury" sondern "market disruption" als Auslöser für Schutzmassnahmen vorsieht. Australien, welches selbst eine Globalquote, die bis 1995 aufgelöst wird, unterhält,

redete einem pragmatischen Ansatz das Wort, welcher einen sofortigen "freeze", eine Frist zur Beseitigung GATT-widriger Restriktionen, einen graduellen Abbau der MFA-Restriktionen durch Quotenerweiterung, einen Schutzklausel- und einen Ueberwachungsmechanismus beinhalten sollte. Seitens der Entwicklungsländer interessierte sich Korea vor allem für die Präzisierung des Deckungsbereichs und der Grösse der Einfuhrquoten in der Uebergangsphase; Mexiko verlangte einen raschen Abbau der Einfuhrrestriktionen als eine der politischen Prioritäten der Uruguay-Runde; Marokko bezeichnete die Einführung von Restriktionen, wo bisher keine bestanden haben, als unakzeptabel; Indien forderte ebenfalls eine direkte Beseitigung der Importbarrieren unter dem MFA.

Unterzeichneter stellte einen Konsens bezüglich Beseitigung des MFA fest und forderte, dass die Methodendiskussion vorangetrieben werden müsse, damit die Minister am Ende nur noch über die wichtigsten politischen Fragen (v.a. Dauer des Uebergangsregimes) zu befinden hätten. Der Ersatz des jetzigen Systems durch ein anderes protektionistisches Regime wäre unakzeptabel.

Auffallend an dieser Diskussion war, dass sich die Hauptimporteure (insbesondere EG und USA) nicht auf eine Kontroverse über die Methode der Beseitigung des MFA einlassen wollten, obwohl hier grundsätzlich verschiedene Ansätze vorliegen. Es könnte sich auch bei der Textilfrage um ein Dossier handeln, wo die beiden Grossen ihre Differenz unter sich austräumen wollen, wonach das realisierbare Verhandlungsergebnis praktisch gegeben wäre. Neben der Methodenfrage kristallisierten sich das Problem eines Schutzklauselmechanismus für das Uebergangsregime sowie die Forderung der reziproken Marktöffnung in Import- und Exportländern als Hauptstreitpunkte heraus.

2.2 Landwirtschaft

Obwohl sich die EG-Vertreter kaum zum Landwirtschaftsproblem äusserten, ist offensichtlich, dass sich die Agrarverhandlung in der Uruguay-Runde jetzt auf gewisse Konzepte konzentriert, welche allgemein akzeptiert sind. Die qualitativen Elemente eines "Agrarpakets" sind somit weitgehend gegeben; offen sind noch deren operationelle Definition sowie die auszuhandelnden quantitativen Liberalisierungsziele. Die für die Schweiz fundamentalen "nicht-ökonomischen" Faktoren müssen inskünftig durch die Aushandlung dieser allgemein akzeptierten Konzepte Berücksichtigung finden.

Australien führte diese Grundkonzepte in einem auffallend gemässigten Votum ein: es handelt sich um die Exportsubventionen (die USA und die Cairns-Gruppe fordern deren Eliminierung), den Abbau der internen Unterstützung sowie die Tarifierung und den Abbau der nicht-tarifarischen Importhemmnisse. Mit der Diskussion dieser Konzepte werden auch das EG-Postulat des "re-balancing" sowie die nicht-ökonomischen Faktoren zur Verhandlung gestellt werden. Australien will nun ein Arbeitsprogramm aufstellen, welches die Ausarbeitung eines einheitlichen Beschlusstextes bis zum Juli ermöglichen sollte. Die Idee eines solchen Arbeitsprogramms für die nächsten paar Monate blieb unbestritten. In welchen informellen Strukturen gearbeitet werden wird - eine für die Schweiz absolut prioritäre Frage - ist vorerst offen.

Die USA wiederholten ihre Grundposition: die Uruguay-Runde muss eine fundamentale Agrarreform bringen, ansonsten der Kongress das Ergebnis nicht akzeptieren werden könne. Die Administration werde eine "two track"-Verhandlung führen: während im GATT verhandelt wird, müsse auch die neue "Farm Bill" ausgearbeitet werden, da die jetzige Rechtsgrundlage für die existierenden Agrarprogramme in den USA ausläuft. Das Resultat der Uruguay-Runde werde dann in der Form von "amendments" in das

neue Landwirtschaftsgesetz eingebracht. Mit andern Worten präjudiziere die "Farm Bill" in keiner Weise die Agrarrunde im GATT. Auch die USA fordern die Verabschiedung eines Arbeitsprogrammes für die kommenden Monate, welches Exportsubventionen, interne Unterstützung und Marktzugang zum Gegenstand haben soll, währenddem phytosanitarische Fragen separat und rasch gelöst werden könnten.

Uruguay und Thailand hoben die prioritäre Bedeutung eines Agrarresultats hervor, ohne welches die Uruguay-Runde scheitern werde. Sie forderten Transparenz in den Verhandlungen und befürchteten offensichtlich einen "deal" zwischen USA und EG. Marokko wies auf die beschränkten Reformmöglichkeiten der Entwicklungsländer hin, welche den Grossteil ihrer Bevölkerung in der Landwirtschaft unterhielten ("development element"). Indien verweigert aus übergeordneten Gründen jegliche Verpflichtung über interne Unterstützungsmassnahmen. Auch eine lange Uebergangsfrist würde nicht genügen.

Korea machte sich zum Advokaten der "non-trade concerns" und des Prinzips der Erhaltung einer minimalen Agrarproduktion. Japan sagte mit dem Hinweis auf die nahen Parlamentswahlen jede Oeffnung seiner Position ab.

Kanada bezog keine klare Stellung und Schweden gab sich mit Verweis auf den parlamentarischen Reformbericht offen und verhandlungsbereit.

Unterzeichneter unterstrich die Notwendigkeit, dass diejenigen Länder, die grosse interne Schwierigkeiten zu überwinden hätten, unbedingt in der Verhandlung bleiben müssten. Ein Ausschluss gerade dieser Länder würde die Chancen eines tragfähigen Kompromisses aufs höchste gefährden. Die "non-trade concerns" dürften nicht vom Tisch gewischt werden, sie müssten Eingang finden in die technischen Elemente der Verhandlung; dazu gehören aus schweizerischer Sicht die Definition eines Globalmasses

für die Agrarunterstützung, die Tarifierung, die Regeln (insb. Art. XI), die Schutzklausel, Produktionsbeschränkungen und phyto-sanitarische Massnahmen. Unterzeichneter wies darauf hin, dass die Verknüpfung der Agrarverhandlung mit den andern Bereichen der Uruguay-Runde vital sei, d.h. dass am Ende für jedermann ein Gleichgewicht von Konzessionen und positiven Ergebnissen resultieren muss.

2.3 Die Reform der GATT-Regeln

Die Diskussion über den gesamten Regelbereich war aufschlussreich und wurde zum Teil recht hitzig geführt. Sie war aus Schweizer Sicht ernüchternd, denn es zeigte sich sehr klar, dass die einzelnen Verhandlungspartner diesen Bereich der Uruguay-Runde von grundlegend verschiedenen Standpunkten her angehen. Die Aussichten, hier bedeutende Verhandlungsergebnisse zu erzielen, sind denn auch eher gering. Besonders bedenklich ist die Tendenz der Grossen, eine "Aufweichung" der Regeln (Beispiel Schutzklausel) aus Opportunitätsgründen in Kauf zu nehmen. Die Uruguay-Runde ist in erster Linie eine "access"-Verhandlung, die systemische Seite droht vernachlässigt zu werden, es sei denn, sie beziehe sich direkt auf konkrete Liberalisierungsprobleme (Textil, Landwirtschaft).

Kanada identifizierte eingangs die folgenden Themen als grundlegende Regelprobleme für die Uruguay-Runde:

- Schutzklausel: Frage der selektiven oder erga omnes-Anwendung, sowie umstrittener Bezug zu Strukturanpassungsmassnahmen. Elimination der Grauzone
- Subventionen: Ist eine Verschärfung der Subventionsdisziplin im Industriebereich möglich? Im Agrarbereich ist sie unumgänglich. Gleichgewicht zwischen Disziplin der Subventionierung und der Ausgleichsmassnahmen.

- Anti-Dumping: Regeln, damit Anti-dumping-Massnahmen nicht zu protektionistischen Zwecken missbraucht werden.
- Ursprungsregeln: Einheitliche Anwendungskriterien für Ursprungsregeln.
- Zahlungsbilanz-Artikel: Erhöhte Disziplin, damit Art. XVIII nicht missbraucht wird, sehr schwieriges politisches Problem

Kanada sprach sich dafür aus, die technischen Arbeiten im Regelbereich möglichst rasch zu erledigen, damit den Ministern ausgereifte Lösungsvorschläge vorgelegt werden können.

Die USA plädierten ebenfalls für möglichst rasche Erledigung der Regelfragen - dies war auch der Vorschlag von USTR Carla Hills im November in Tokyo - , damit der Weg für andere Verhandlungsthemen freigelegt werden kann. Neue Regeln müssten realistisch sein, damit sie eingehalten werden (z.B. Schutzklausel).

Die EG verlangte "pragmatism" und "realism". Die Tokyo-Runde sei an der Schutzklauselfrage gescheitert, weil die Positionen zu "legalistisch" und zu "ideologisch" gewesen seien. Um praktische Lösungen vorzuschlagen, habe die EG letzte Woche ihr Papier über Selektivität vorgelegt. Derselbe Pragmatismus müsste auch bezüglich Subventionen und Anti-Dumping-Massnahmen geübt werden.

Japan untermauerte sein eminentes Interesse an klaren, voraussehbaren und fairen Regeln mit der Drohung, die Regierung werde dem zunehmenden protektionistischen Druck gewisser einheimischer Wirtschaftszweige (Textilien, Landwirtschaft) ohne klare multilaterale Regeln nicht widerstehen können. Japan erwähnte ferner als einziges Land Art. XXIV (Freihandelszonen, Zollunionen) als reformbedürftige Regel. Australien möchte ebenfalls den Regelbereich rasch erledigen, um sich dann andern Problemen (Landwirtschaft) zuwenden zu können. Argenti-

niens Intervention ging in dieselbe Richtung. Uruguay vertrat die Meinung, dass "access"-Verhandlungen ohne Absicherung durch Regeln sinnlos seien. Indien sah in der Stärkung der Regeln die einzige Garantie gegen Bilateralismus und Unilateralismus, weigert sich aber, eine Revision von Art. XVIII (Zahlungsbilanzmassnahmen) an die Hand zu nehmen.

Schweden gab eine starke Erklärung zugunsten einer echten Regelverhandlung ab, welche nicht dazu dienen dürfe, gegenwärtige politische Probleme zu legalisieren, sondern für die Zukunft Lösungen bringen müsse. Zur Schutzklausel meinte Schweden, Selektivität werde die Grauzone nicht zum Verschwinden bringen. Unterzeichneter sprach im selben Sinne und äusserte seine grossen Bedenken über den Stand dieses Verhandlungsdossiers, welches bisher kaum Fortschritte gemacht habe.

2.4 Die neuen Bereiche

Die neuen Bereiche werden anlässlich des nächsten derartigen Treffens der hohen Beamten (siehe 3. Follow up) prioritär behandelt werden, da die Probleme aus Zeitmangel nicht im Einzelnen diskutiert werden konnten. So musste sich diese Diskussion auf eine allgemeine Lageanalyse und gewisse allgemeine "messages" beschränken. Die Neuheit und Komplexität der Verhandlungsmaterie dürften in diesen Dossiers schliesslich die grösseren Hindernisse bilden als die grundsätzliche Unvereinbarkeit nationaler Verhandlungspositionen. Auffallend war die völlige Abwesenheit der EG in dieser Diskussion.

a) TRIPS

Die Voten über TRIPS rechtfertigen einen vorsichtigen Optimismus über die Aussichten für ein positives Verhandlungsergebnis. Besonders erfreulich waren die Stellungnahmen Mexikos und Thailands. Indien fiel dagegen in eine ablehnende Haltung zurück.

Botschafter Anell (Vorsitzender der TRIPS-Gruppe, Schweden) identifizierte folgende Schwerpunkt-Probleme:

- "GATTability", d.h. die Einbindung des Verhandlungsergebnisses in die GATT-Abkommensstruktur; ein Problem, das wegen seiner Implikationen punkto Streitschlichtung nicht bis zum Ende offengelassen werden dürfe.
- Lücken in den bestehenden internationalen Abkommen, insb. das Problem des Patentschutzes für Pharmazeutika.
- Entwicklungsländer-Behandlung: Technologietransferverpflichtungen und Zwangslizenzen.
- Durchsetzbarkeit des Abkommens und Streitschlichtung.
- Zeitplan: Wie gelangt man von den im April erwarteten verschiedenen Abkommensvorschlägen zu einem einheitlichen Verhandlungstext?

Indien nahm sofort eine Extremposition ein: Weitere Substanzfortschritte hängen von der Frage der "GATTability" ab. Normen und Standards bezüglich geistigen Eigentumsschutzes hätten - mit Ausnahme der Fälschungen - kaum ihren Platz im GATT. Pharma- und Nahrungsmittelpatente seien politisch besonders sensibel. Zwangslizenzen und obligatorischer Technologietransfer seien entwicklungspolitisch notwendig. Zudem müsse das Problem der Restrictive Business Practices zur Sprache gebracht werden. Die USA konterten mit der Feststellung, dass Zwangslizenzierung und obligatorischer Technologietransfer Enteignung darstellen und schlechte Entwicklungspolitik seien.

Mexiko gab bekannt, dass dem Parlament Gesetzgebung vorgelegt werde, welche den geistigen Eigentumsschutz auf das Niveau der Industrieländer heben werde. Fortschritte in den TRIPS-Verhandlungen seien wichtig, um

den internen legislativen Prozess unter Druck zu setzen. Thailand bekannte sich ebenfalls zu den TRIPS-Verhandlungen. Intern arbeite man intensiv auf diesem Gebiet. Entscheidend sei, dass das TRIPS-Resultat von einer grossen Anzahl von Ländern, einschliesslich Entwicklungsländern, getragen werde. Streitfälle müssten ausschliesslich in multilateralen Foren, nicht mittels unilateralen Drucks beigelegt werden. Entwicklungspolitische Aspekte seien allerdings auch für Thailand von grosser Bedeutung und müssten in den Verhandlungen berücksichtigt werden.

b) Dienstleistungen

Die kurze Diskussion über Services zeigte, dass dieses Dossier weniger durch negoziatorische "road-blocks" als vielmehr durch die Komplexität der Materie und durch die Masse der zu leistenden Arbeit belastet wird. Dies umso mehr, als das allgemeine Rahmenabkommen über Dienstleistungen durch sektorspezifische Verpflichtungen "gefüllt" werden soll.

Stv. GD Mathur identifizierte als Problemschwerpunkte

- die Modalitäten der Liberalisierung
- die entwicklungspolitischen Aspekte
- das Verhältnis individueller Sektor-Verpflichtungen zum Rahmenabkommen

Die USA forderten, dass das Ergebnis der Uruguay-Runde in diesem Bereich nicht nur ein "framework" (d.h. ein multilaterales Regelwerk), sondern auch signifikante Liberalisierungsengagements in einigen Sektoren beinhalten müsse. Ohne solche "initial commitments", welche im "Request/Offer"-Verfahren auszuhandeln sein werden, werde ein Dienstleistungsabkommen vom Kongress nicht abgesegnet werden. Die Frage der Modalitäten der Liberalisierung ("approach") sollte bis April geklärt werden können. Auf schweizerische Frage hin präzisierten die USA, dass sie unter

der Annahme arbeiteten, dass alle Sektoren (inkl. Finanzdienstleistungen) dem multilateralen Abkommen unterstellt werden. Indien warf auch hier das Problem der GATTability eines Abkommens auf und erklärte zum vornherein, dass es kaum in konkrete Sektorverhandlungen einsteigen könne, bevor die entwicklungspolitischen Aspekte genügend berücksichtigt seien.

Unterzeichneter betonte die Notwendigkeit des "universal coverage" eines Dienstleistungsabkommens und hob das Interesse der schweizerischen Dienstleistungszweige an diesen Verhandlungen hervor.

2.4 Institutionelle Fragen

Auch dieser Fragenkomplex wird prioritär auf der Tagesordnung des nächsten derartigen Treffens figurieren müssen. Das Problem, wie die Verhandlungsergebnisse in den verschiedenen Dossiers formalisiert und in einen einheitlichen rechtlichen und institutionellen Rahmen gebracht werden können, wird immer konkreter und am Ende von entscheidender Bedeutung für das Funktionieren des zukünftigen GATT sein. Wie Unterzeichneter in seinem Schlusswort ausführte, ist damit auch die Frage der Kohärenz der wirtschaftspolitischen Bereiche und der Zusammenarbeit des GATT mit den andern internationalen Wirtschaftsorganisationen gestellt.

3. Follow-up

Die hohen Beamten kamen überein, in ähnlicher Zusammensetzung am Rande des nächsten TNC (9. - 11. April 1990) in der Nähe von Genf wieder zusammenzukommen. Mit dem Treffen in Chaumont ist somit die Struktur eines Steuerungsmechanismus auf Ebene der Chef-Unterhändler in den Hauptstädten geschaffen worden, welche unabdingbar ist, um

einerseits die Verhandlungen in der Endphase der Uruguay-Runde unter den nötigen Druck zu setzen und andererseits die Multilateralität eines mehr und mehr von den Grossen kontrollierten Prozesses einigermaßen zu gewährleisten.

Pury.

LE DÉLÉGUÉ
AUX ACCORDS COMMERCIAUX
787.0.3 was/sac

Berne, le 12 février 1990

Note à M. le Directeur F. Blankart

cor, ari, pur, gir, kel, bal, jek, zos
M. Stoudmann, Secrétariat général, DFEP
ebe, bro, jag, nag, gla, hem, maz, mjj, cos, ple, wys, hae, die,
sti, stu, har, vwa
was, imb, mat, cha, kar, coy, sta

Direction des Organisations internationales, DFAE
Direction au droit international public, DFAE
Direction de la coopération au développement
et de l'aide humanitaire, DFAE
Service économique et financier, DFAE
Administration fédérale des finances
Direction générale des douanes
Office fédéral de l'agriculture
Office fédéral de l'industrie, des arts et
métiers et du travail
Office fédéral des questions conjoncturelles
Office fédéral de la protection de la propriété intellectuelle

Ambassade suisse à Abidjan, Accra, Ancara, Athènes, Bangkok,
Belgrade, Bogota, Bonn, Brasilia, Bruxelles, Buenos Aires,
Budapest, Bucarest, Canberra, Caracas, Colombo, Dahka, Dakar, Dar
es Salaam, Dublin, Guatemala, Kigali, Kinshasa, Copenhague, Kuala
Lumpur, Koweit, Lagos, Lima, Lisbonne, Londres, Luxembourg,
Madrid, Manille, Mexico, Montevideo, Nairobi, New Delhi, Oslo,
Ottawa, Paris, Prague, Pretoria, Rabat, Rome, Santiago, Séoul,
Singapour, Stockolm, Tananarive, Tel Aviv, Tokyo, Varsovie,
Vienne, Washington, Wellington, Yaoundé

Délégation suisse près l'OCDE, Paris
Mission suisse, Bruxelles
Mission de l'Observateur suisse auprès de l'Organisation des

- 2 -

Nations Unies

Mission permanente de la Suisse près les organisations
internationales, Genève

Délégation suisse près l'AELE et le GATT, Genève

Consulat général suisse, Hong Kong, New York

Cycle de l'Uruguay : Réunion des Hauts-Fonctionnaires à
Chaumont/NE les 8/9 février 1990

J'ai l'avantage de vous transmettre en annexe, le rapport de cette
réunion informelle¹⁾ que la Suisse (pur) a présidée.

Je remercie l'Ambassadeur Rossier et le Ministre Ramsauer de la
rédaction de ce rapport qui donne une excellente vue d'ensemble
sur l'état de la négociation ainsi que sur l'état de la réflexion
dans les capitales des principaux participants. Je saisis
l'occasion de remercier nos postes pour leur contribution à la
préparation de cette réunion. J'apprécierai, le moment venu, de
lire les impressions que vous aurez recueillies auprès des parti-
cipants.

Vous trouverez également en annexe, le dernier document rédigé par
l'équipe GATT, reflétant l'état de la négociation du point de vue
suisse.



D. de Pury

¹ Argentine, Australie, Canada, EC, Inde, Japon, Corée, Maroc,
Mexique, Suède, Thaïlande, Uruguay, Etats-Unis, Secrétariat du
GATT, Suisse